

Évolutions monétaires à La Réunion au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

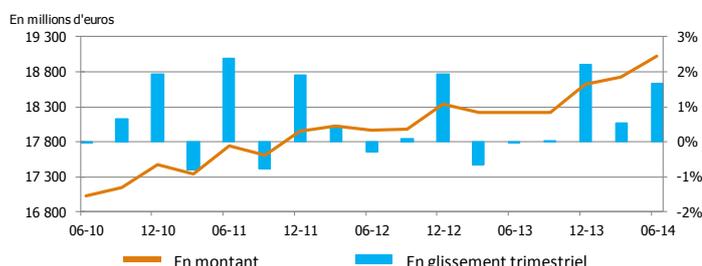
Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté des mesures fortes pour faire remonter le niveau d'inflation et soutenir l'activité par la reprise du crédit. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities –ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE CONTRASTÉE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2014

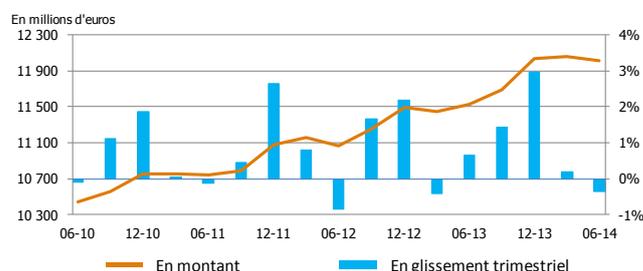
Après un quatrième trimestre 2013 dynamique puis un premier trimestre 2014 atone, les établissements de crédit implantés à la Réunion enregistrent au deuxième trimestre 2014 **une reprise de l'activité de distribution de crédits accompagnée d'un recul des ressources collectées**. L'encours brut total des concours consentis progresse de 312 millions d'euros (+ 1,7 %) sur trois mois, pour s'établir à 19,0 milliards d'euros à fin juin 2014. Néanmoins, cette bonne tenue des concours bancaires s'explique, comme au trimestre précédent, pour partie par un découvert ponctuel d'un organisme social (un peu plus de 140 millions d'euros supplémentaires) qui vient impacter les crédits consentis dans le département.

Les actifs financiers détenus par les agents économiques s'orientent en légère baisse (- 0,3 %) à fin juin 2014, après s'être inscrits en hausse au cours des précédents trimestres (+ 0,2 % au premier trimestre 2014 et + 3,2 % au quatrième trimestre 2013). Ils s'établissent à 12,0 milliards d'euros contre 12,1 milliards d'euros au trimestre précédent. La hausse des placements des ménages (+ 0,7 % au deuxième trimestre après + 0,3 % au premier trimestre) ne peut compenser les baisses des placements des entreprises (- 3,2 % après - 1,3 % au trimestre précédent) et des autres agents économiques (- 1,2 % après + 4,3 % précédemment).

Evolution des concours bancaires



Evolution des actifs financiers

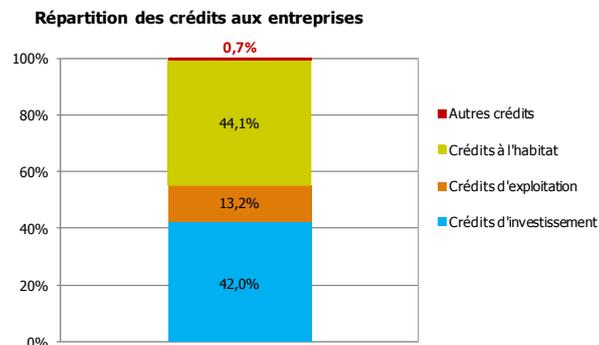
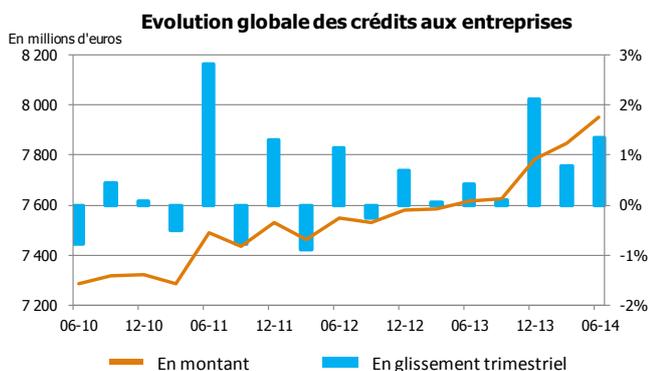


LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RESTE BIEN ORIENTÉ

Hausse des crédits aux entreprises

L'encours des **financements consentis aux entreprises** progresse de 1,3 % au deuxième trimestre 2014 (+ 106 millions d'euros) après + 0,8 % au premier trimestre 2014 (+ 60 millions d'euros) et + 2,1 % au quatrième trimestre 2013 (+ 161 millions d'euros). À pratiquement 8 milliards d'euros à fin juin 2014, l'encours des crédits aux entreprises augmente ainsi de 4,4 % sur un an, et représente 44,4 % de l'encours sain total de crédits consentis dans le département.

Néanmoins, la croissance des encours observée sur ces trois derniers trimestres ne résulte pas d'une hausse des crédits consentis par les principales banques mais du financement du logement social par les prêteurs institutionnels.



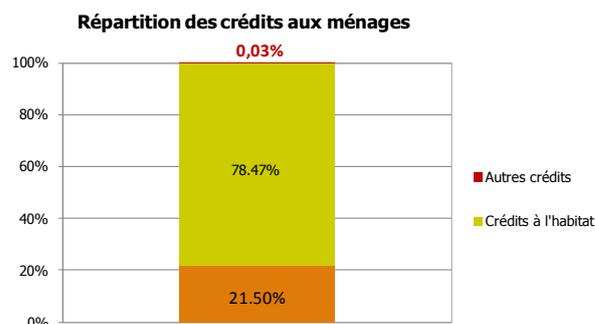
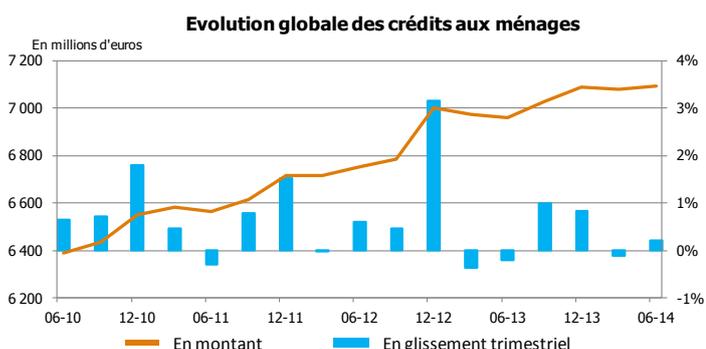
Le **financement de l'immobilier** continue de s'inscrire en hausse au deuxième trimestre, comme les trimestres précédents. Le rythme de progression s'établit néanmoins en léger retrait par rapport aux derniers trimestres, avec une hausse de 0,9 % sur trois mois (contre + 1,7 % au premier trimestre et + 3,7 % au quatrième trimestre 2013), et de + 9,0 % sur les douze derniers mois. Une grande partie de cet encours (80,5 % en juin 2014) est constituée des financements consentis par une institution spécifique au logement social, dont la part a très fortement progressé depuis l'explosion de la crise financière en 2009 (ils ne représentaient qu'un poids de 66,3 % des financements immobiliers en mars 2009).

L'encours des **crédits d'investissement** progresse également légèrement au second trimestre 2014 (+ 0,6 % après + 3,7 % au premier trimestre 2014 et + 0,7 % au quatrième trimestre 2013) pour atteindre un encours de 3,3 milliards d'euros. En glissement annuel sur douze mois, on observe une accélération de l'octroi de crédits d'investissement aux entreprises, avec une hausse de 4,1 % à fin juin 2014 après + 2,4 % à fin mars 2014. Le département semble sortir progressivement du contexte économique fragile caractérisé par un certain attentisme des entrepreneurs et des banques en matière d'investissement.

L'encours des **crédits d'exploitation**, qui avait fortement reculé au premier trimestre 2014 (- 10,4 % sur trois mois et - 13,9 % sur les douze derniers mois), se rétablit au deuxième trimestre 2014, avec une hausse de +6,0 % (à 1,046 milliard d'euros). Sur les douze derniers mois, ils s'inscrivent néanmoins toujours en repli (- 8,0 %). À l'inverse du trimestre précédent, l'ensemble des formes de financements court terme bénéficie d'une hausse de leurs encours ; les plus fortes hausses étant néanmoins enregistrées par l'escompte commercial (+ 17,7 % après - 16,5 % au trimestre précédent) et l'affacturage (+ 14,7 % après - 7,2 % précédemment).

Stabilité des crédits aux ménages

Les **concoeurs consentis aux ménages** s'inscrivent en hausse très limitée au deuxième trimestre 2014 (+ 0,2 % soit + 14 millions d'euros) après avoir légèrement reculé au premier trimestre (- 0,1 % soit - 9 millions d'euros). Avec un encours de près de 7,1 milliards d'euros (+ 1,9 % sur un an), les crédits aux ménages se maintiennent à leur plus haut niveau historique.



Les **crédits à la consommation** des ménages progressent légèrement au deuxième trimestre 2014 (+ 0,2 % soit + 3 millions d'euros), ce qui stabilise l'encours après les baisses enregistrées au quatrième trimestre 2013 et au premier trimestre 2014 (-15 millions et -23 millions respectivement).

Malgré cette très légère croissance trimestrielle, la tendance de cette catégorie de crédits est toujours orientée à la baisse (- 1,2 % sur un an), et il faut remonter avant 2006 pour retrouver des niveaux d'encours inférieurs. Cette situation est liée à la faiblesse des achats de véhicules automobiles et de biens d'équipement par rapport à la période précédant la crise, mais aussi au durcissement de la réglementation sur ce type de financements.

L'encours des **financements à l'habitat**, principale composante des concours aux ménages (78,5 % des crédits totaux qui leur sont octroyés), continue d'enregistrer en 2014 un faible rythme de progression (+ 0,2 % au deuxième trimestre après + 0,3 % au trimestre précédent). Son évolution reste pénalisée par l'atonie du marché de l'immobilier réunionnais, contraint par les modifications successives des dispositifs de défiscalisation. Sur un an, l'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse de 2,8 % (+ 150 millions d'euros).

Progression des crédits aux collectivités locales et aux autres agents

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** s'inscrit en hausse au deuxième trimestre 2014 (+ 3,0 % soit + 60 millions d'euros) après la baisse enregistrée au premier trimestre 2014 (- 4,1 %). Ces fluctuations s'expliquent par le fait que les principales collectivités locales gèrent activement leurs dettes et procèdent régulièrement à des remboursements temporaires, en fonction de leurs rentrées fiscales. La hausse des concours aux collectivités locales s'établit à 3,6 % sur les douze derniers mois. Parallèlement, les **crédits aux autres agents** progressent une nouvelle fois très fortement sur le trimestre (+ 19,2 % soit + 137 millions d'euros) après s'être déjà inscrits en hausse de 22,5 % au premier trimestre, en raison d'une nouvelle autorisation de découvert ponctuelle consentie à un établissement public.

Sinistralité en baisse

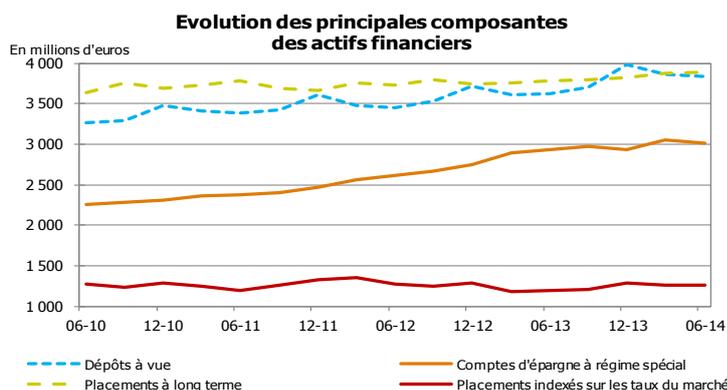
Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) diminuent légèrement au deuxième trimestre (- 0,2 % soit - 2 millions d'euros) après une progression de + 0,6 % au premier trimestre. Leur poids dans l'encours total s'établit à 5,6 %. Le taux de provisionnement de ces créances douteuses s'établit à 62,7 % à fin juin 2014, soit un niveau stable.

BAISSE MESURÉE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** recule de 0,3 % à fin juin 2014, pour s'établir à 12,0 milliards d'euros. Pour mémoire, les actifs financiers s'étaient inscrits en hausse de 2,0 % au premier trimestre 2014 et de 3,0 % au quatrième trimestre 2013. L'encours total des dépôts collectés progresse néanmoins de 4,3 % sur douze mois (soit une collecte nette de 494 millions d'euros en un an).

Contrairement aux précédents trimestres où les comptes sur livrets soutenaient régulièrement la croissance des actifs financiers, ce sont les dépôts à vue et les comptes d'épargne à régime spécial qui reculent sensiblement au cours du deuxième trimestre 2014 (respectivement - 0,7 % et de -1,2 %). Les encours des **dépôts à vue** diminuent ainsi de 25 millions d'euros entre mars et juin 2014 (après - 120 millions d'euros au premier trimestre 2014). De leur côté, les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent une décollecte de 47 millions d'euros, concernant essentiellement les placements des sociétés non financières. Ces placements diminuent pour la deuxième fois en quelques trimestres alors qu'ils avaient progressé continuellement entre 2001 et septembre 2013

Les placements indexés sur les taux de marché ainsi que l'épargne longue s'inscrivent en hausse respectivement de + 0,2 % et de + 0,5 % au deuxième trimestre 2014. Ces hausses modérées ne suffisent pas à compenser la baisse des autres types de placement. Sur douze mois, l'ensemble des composantes des actifs financiers s'inscrivent en revanche en hausse ; l'épargne longue affichant la plus faible croissance (+ 2,9 %) devant les comptes d'épargne (+ 3,0 %), les dépôts à vue (+ 6,2 %) et les placements indexés (+ 6,3 %).

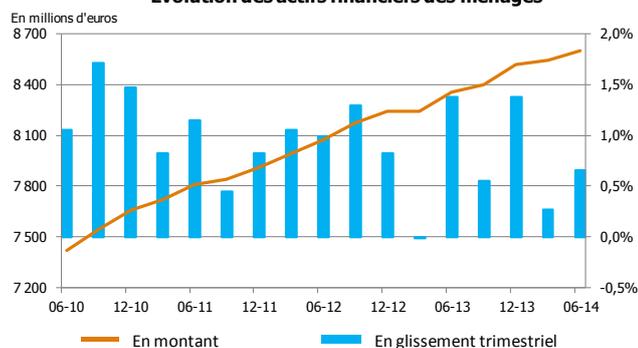


Légère hausse des placements des ménages

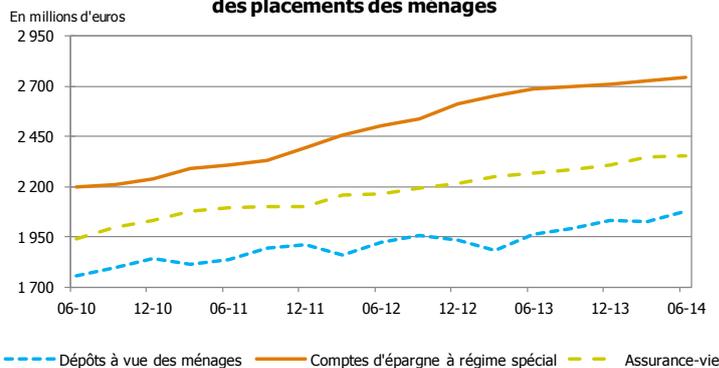
Les **placements des ménages** continuent de s'inscrire en hausse mesurée (+ 0,7 % au deuxième trimestre 2014 après + 0,3 % au premier trimestre) pour atteindre 8,6 milliards d'euros. En glissement annuel, le rythme de croissance s'élève à + 2,9 %, soit le taux de progression le plus faible des agents économiques réunionnais.

A l'exception des dépôts à vue (+ 2,5 %) et des livrets A (+ 0,9 %), la majeure partie des composantes des placements des ménages enregistre des baisses d'encours, plus particulièrement les placements indexés sur les taux de marché (- 4,5 %) et les placements en portefeuille-titres (- 2,8 % pour les actions, - 2,6 % pour les OPCVM non monétaires et - 1,2 % pour les obligations). L'épargne à long terme détenue par les ménages reste cependant stable à 3,6 milliards d'euros.

Evolution des actifs financiers des ménages



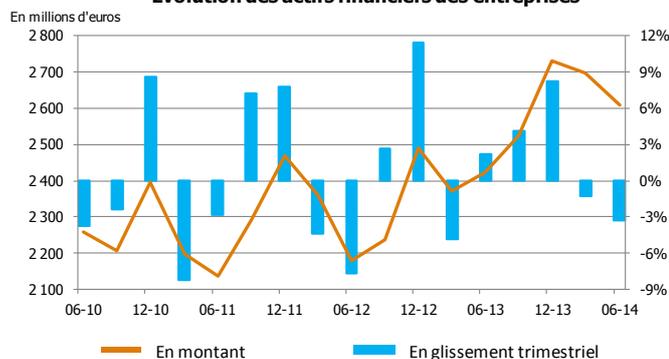
Evolution des principales composantes des placements des ménages



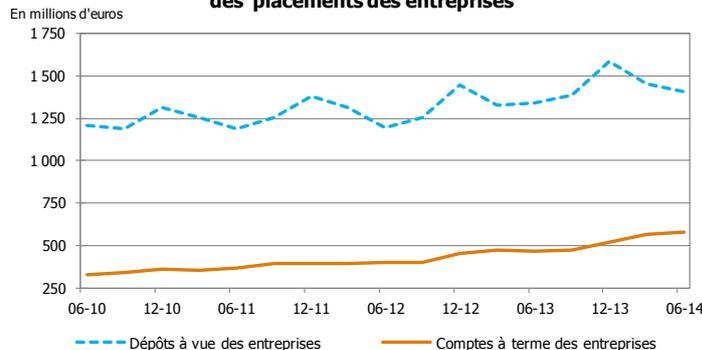
Baisse des placements des entreprises et des autres agents

Pour le deuxième trimestre consécutif, les **sociétés non financières** enregistrent une nouvelle baisse de leurs actifs financiers (- 3,2 % après - 1,3 % au premier trimestre). Cette baisse s'explique essentiellement par le recul des dépôts à vue (- 2,8 % sur le trimestre après - 8,5 % le trimestre précédent) et des comptes d'épargne (livrets ordinaires) qui diminuent de 24,1 % au deuxième trimestre 2014. Les comptes à terme et les OPCVM non monétaires font partie des rares placements des sociétés non financières à s'inscrire en hausse sur le trimestre (respectivement + 2,7 % et + 0,3 %). Sur les douze derniers mois, l'épargne des sociétés financières progresse de 7,6 %, soit + 185 millions d'euros.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Les **placements des autres agents** (sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations centrales et de sécurité sociale, associations) s'inscrivent également en baisse au deuxième trimestre 2014 (- 1,2 %) après avoir progressé de + 4,3 % au trimestre précédent. Cette baisse touche essentiellement les dépôts à vue (- 9,1 %) et les comptes d'épargne (- 5,1 %) tandis que les autres compartiments de l'épargne progressent : + 33 % pour les comptes à terme et + 12,6 % pour l'épargne à long terme. Au sein des autres agents, les « institutions sans but lucratif au service des ménages » (ISBLM) disposent de la majeure partie de ces placements (61,5 % en juin 2014).

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

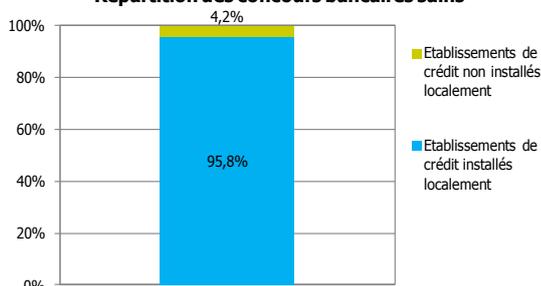
TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

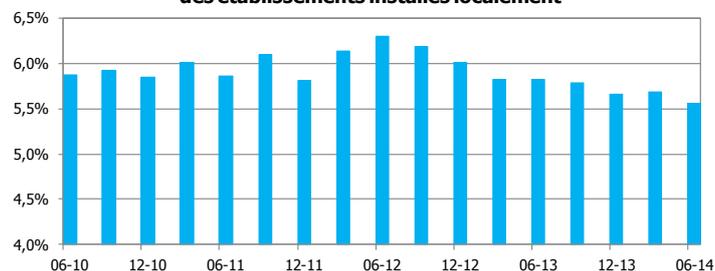
	Montants en millions d'euros										Variations	
	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 256,7	1 231,6	1 204,6	1 152,6	1 166,3	1 137,2	1 087,7	1 101,5	987,1	1 045,9	6,0%	-8,0%
<i>Créances commerciales</i>	136,6	118,6	91,6	115,7	85,6	78,7	68,4	82,8	69,1	81,4	17,7%	3,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	665,3	661,4	626,4	616,5	640,9	679,6	659,7	645,8	562,8	583,5	3,7%	-14,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	116,8	109,0	123,8	124,2	104,0	114,4	114,7	113,3	108,8	106,6	-2,0%	-6,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	301,3	290,1	332,1	283,5	316,5	252,6	239,2	234,7	227,0	234,0	3,1%	-7,4%
<i>Affacturation</i>	153,5	161,6	154,5	136,8	123,4	126,3	120,4	138,2	128,2	147,1	14,7%	16,5%
Crédits d'investissement	3 360,8	3 346,3	3 271,1	3 373,2	3 259,7	3 207,9	3 177,9	3 201,4	3 320,0	3 339,2	0,6%	4,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 924,5	2 877,0	2 801,4	2 908,5	2 796,1	2 750,2	2 761,9	2 779,9	2 861,0	2 873,2	0,4%	4,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	251,0	238,1	243,7	303,7	256,9	238,8	240,5	239,7	238,1	238,8	0,3%	0,0%
<i>Crédit-bail</i>	436,2	469,3	469,6	464,6	463,6	457,7	416,0	421,5	459,0	466,0	1,5%	1,8%
Crédits à l'habitat	2 679,2	2 749,5	2 752,3	2 931,9	3 068,8	3 216,5	3 296,3	3 419,4	3 477,8	3 507,5	0,9%	9,0%
Autres crédits	59,3	72,5	55,7	32,6	53,0	54,5	62,4	63,4	60,9	58,8	-3,4%	7,9%
Encours sain	7 355,9	7 399,9	7 283,6	7 490,3	7 547,9	7 616,0	7 624,3	7 785,7	7 845,8	7 951,3	1,3%	4,4%
Ménages												
Crédits à la consommation	1 732,1	1 687,0	1 650,9	1 622,3	1 583,6	1 543,7	1 560,7	1 545,0	1 522,0	1 524,7	0,2%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 609,7	1 564,1	1 533,1	1 506,8	1 477,7	1 435,7	1 451,6	1 434,6	1 408,1	1 409,7	0,1%	-1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,6	43,0	46,7	51,7	49,3	52,5	54,7	56,3	59,7	59,5	-0,3%	13,4%
<i>Crédit-bail</i>	75,8	80,0	71,1	63,8	56,7	55,5	54,4	54,2	54,1	55,5	2,6%	0,1%
Crédits à l'habitat	4 248,0	4 556,9	4 732,4	4 938,9	5 168,4	5 414,5	5 465,2	5 538,9	5 553,0	5 564,4	0,2%	2,8%
Autres crédits	2,6	2,2	7,3	1,3	1,0	1,6	2,2	2,1	2,2	2,4	5,6%	48,1%
Encours sain	5 982,7	6 246,1	6 390,5	6 562,4	6 753,0	6 959,8	7 028,1	7 086,0	7 077,2	7 091,5	0,2%	1,9%
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	49,3	15,5	11,2	165,8	23,5	15,0	6,5	6,9	13,9	14,5	3,9%	-3,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46,7	12,0	11,0	28,9	22,4	14,8	6,4	6,4	11,9	12,4	4,3%	-16,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,7	3,5	0,2	136,9	1,1	0,2	0,2	0,4	2,1	2,1	-ns-	-ns-
Crédits d'investissement	1 615,9	1 791,3	1 739,1	1 846,3	1 881,5	1 939,9	1 888,7	2 040,2	1 949,2	2 008,7	3,1%	3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 615,9	1 791,0	1 739,1	1 845,0	1 881,5	1 939,1	1 887,8	2 039,4	1 948,6	2 008,1	3,1%	3,6%
Autres crédits	5,3	5,4	6,7	0,4	1,0	0,1	0,0	2,4	2,0	1,6	-19,9%	-ns-
Encours sain	1 670,6	1 813,7	1 758,5	2 013,8	1 907,2	1 956,1	1 896,4	2 050,6	1 966,3	2 026,0	3,0%	3,6%
Autres agents												
Encours sain	433,3	549,3	506,4	548,9	572,9	558,2	552,2	581,2	711,9	848,6	19,2%	52,0%
TOTAL												
Encours sain	15 442,5	16 009,1	15 939,1	16 615,3	16 781,0	17 090,1	17 101,1	17 503,6	17 601,3	17 917,4	1,8%	4,8%
<i>dont ECNIL</i>	696,5	760,5	673,1	747,7	739,9	730,5	688,2	708,8	759,1	744,7	-1,9%	1,9%
Créances douteuses brutes	645,5	894,4	1 087,6	1 127,6	1 188,7	1 120,6	1 117,3	1 114,9	1 117,1	1 112,8	-0,4%	-0,7%
<i>dont ECIL</i>	619,7	780,9	952,8	988,2	1 077,7	1 010,5	1 007,8	1 007,4	1 014,0	1 011,6	-0,2%	0,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	261,0	412,1	518,5	497,3	521,9	472,1	473,6	484,3	480,9	478,2	-0,6%	1,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	146,9	290,9	386,9	393,9	414,2	357,7	352,7	361,2	352,0	344,7	-2,1%	-3,6%
<i>(dt) Ménages</i>	97,7	104,3	120,0	98,6	104,4	109,1	116,1	120,6	126,1	130,8	3,8%	20,0%
<i>Provisions</i>	384,6	482,4	569,1	630,3	666,8	648,5	643,7	630,6	636,2	634,6	-0,3%	-2,1%
Encours brut total	16 088,0	16 903,5	17 026,7	17 743,0	17 969,7	18 210,7	18 218,4	18 618,5	18 718,4	19 030,2	1,7%	4,5%
Taux de créances douteuses	4,0%	5,3%	6,4%	6,4%	6,6%	6,2%	6,1%	6,0%	6,0%	5,8%	-0,1 pt	-0,3 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,0%	4,9%	5,9%	5,9%	6,3%	5,8%	5,8%	5,7%	5,7%	5,6%	-0,1 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	59,6%	53,9%	52,3%	55,9%	56,1%	57,9%	57,6%	56,6%	57,0%	57,0%	0,1 pt	-0,8 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	62,0%	61,8%	59,7%	63,8%	61,9%	64,2%	63,9%	62,6%	62,7%	62,7%	0,0 pt	-1,4 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros										Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an	
Sociétés non financières	2 236,2	2 259,1	2 136,1	2 178,1	2 423,1	2 523,6	2 731,5	2 695,9	2 608,3	-3,2%	7,6%	
Dépôts à vue	1 069,7	1 209,4	1 187,0	1 196,2	1 338,4	1 384,2	1 586,1	1 450,8	1 410,1	-2,8%	5,4%	
Placements liquides ou à court terme	984,3	843,2	834,4	877,3	975,4	1 029,5	1 047,2	1 149,9	1 101,6	-4,2%	12,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	0,6	0,2	23,4	95,4	116,3	72,4	173,8	132,0	-24,1%	38,4%	
Placements indexés sur les taux de marché	983,6	842,6	834,2	853,9	880,0	913,2	974,7	976,0	969,7	-0,7%	10,2%	
<i>dont comptes à terme</i>	413,2	326,4	367,4	402,0	466,9	474,7	519,5	566,2	581,7	2,7%	24,6%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	246,4	228,2	196,3	147,9	124,6	117,5	95,0	114,1	104,4	-8,5%	-16,1%	
<i>dont certificats de dépôt</i>	323,2	286,9	270,2	302,8	288,0	320,7	359,9	295,4	283,3	-4,1%	-1,6%	
Epargne à long terme	182,2	206,5	114,7	104,5	109,3	109,8	98,2	95,2	96,6	1,4%	-11,6%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	31,4	33,6	29,6	22,1	25,1	24,8	15,6	14,6	14,7	0,3%	-41,6%	
Ménages	7 095,7	7 419,1	7 807,7	8 069,8	8 353,8	8 400,2	8 515,8	8 539,2	8 595,4	0,7%	2,9%	
Dépôts à vue	1 603,5	1 757,3	1 839,9	1 924,8	1 963,5	1 994,4	2 034,3	2 027,3	2 078,1	2,5%	5,8%	
Placements liquides ou à court terme	2 481,0	2 454,0	2 538,3	2 735,9	2 860,0	2 861,8	2 895,9	2 877,5	2 883,4	0,2%	0,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 147,8	2 198,3	2 310,0	2 501,7	2 686,4	2 695,5	2 708,3	2 728,7	2 741,2	0,5%	2,0%	
<i>dont livrets ordinaires</i>	790,6	825,6	866,5	931,5	873,3	880,5	872,2	881,2	881,7	0,1%	1,0%	
<i>dont livrets A et bleus</i>	706,9	734,7	815,7	935,9	1 100,3	1 099,1	1 118,5	1 131,9	1 142,0	0,9%	3,8%	
<i>dont livrets jeunes</i>	39,3	39,0	38,7	38,0	38,1	38,0	39,0	38,0	38,0	-0,1%	-0,2%	
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122,4	114,2	104,6	100,4	94,7	94,7	91,5	85,9	85,3	-0,8%	-10,0%	
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,9	260,1	262,3	274,6	367,4	373,7	380,6	387,8	392,5	1,2%	6,8%	
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,7	224,7	222,2	221,3	212,6	209,6	206,6	203,7	201,8	-1,0%	-5,1%	
Placements indexés sur les taux de marché	333,3	255,8	228,3	234,1	173,5	166,3	187,5	148,9	142,2	-4,5%	-18,1%	
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	250,5	185,6	174,3	191,2	140,8	135,2	159,8	120,2	114,8	-4,4%	-18,4%	
<i>dont bons de caisse</i>	13,5	12,3	12,4	10,3	8,7	8,6	8,3	10,0	9,7	-2,4%	11,7%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	69,3	57,9	41,7	32,7	24,1	22,4	19,5	18,7	17,6	-5,9%	-26,8%	
Epargne à long terme	3 011,2	3 207,8	3 429,5	3 409,1	3 530,2	3 543,9	3 585,6	3 634,4	3 633,9	0,0%	2,9%	
<i>dont plans d'épargne logement</i>	746,7	754,8	757,1	754,7	762,0	767,8	783,6	790,4	794,1	0,5%	4,2%	
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,2	63,1	57,9	55,1	52,6	51,5	51,2	50,6	49,6	-2,1%	-5,8%	
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,9	9,0	7,9	9,2	10,2	10,7	9,5	10,3	10,7	3,8%	4,3%	
<i>dont actions</i>	123,7	122,1	164,0	110,9	114,2	118,2	124,5	132,3	128,6	-2,8%	12,6%	
<i>dont obligations</i>	164,4	183,2	197,6	208,5	222,2	212,6	208,3	203,8	201,5	-1,2%	-9,3%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	144,0	133,6	147,4	103,2	100,6	100,2	101,5	99,1	96,6	-2,6%	-4,0%	
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 754,4	1 942,0	2 097,6	2 167,4	2 268,4	2 282,9	2 307,0	2 347,8	2 353,0	0,2%	3,7%	
Autres agents	726,0	759,8	799,6	822,2	748,9	768,3	792,3	826,4	816,1	-1,2%	9,0%	
Dépôts à vue	270,1	300,0	356,2	328,8	318,7	328,9	369,1	391,1	355,7	-9,1%	11,6%	
Placements liquides ou à court terme	240,0	237,5	202,9	275,3	285,4	290,2	279,8	291,2	298,4	2,5%	4,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	50,8	63,4	72,0	85,3	150,2	161,0	156,2	154,1	146,2	-5,1%	-2,7%	
Placements indexés sur les taux de marché	189,2	174,2	130,8	189,9	135,2	129,2	123,7	137,1	152,2	11,0%	12,6%	
<i>dont comptes à terme</i>	52,6	38,5	47,5	64,5	67,1	72,2	77,2	80,5	107,0	33,0%	59,6%	
Epargne à long terme	216,0	222,3	240,6	218,2	144,8	149,2	143,4	144,0	162,1	12,6%	12,0%	
Total actifs financiers	10 058,0	10 438,1	10 743,4	11 070,1	11 525,7	11 692,1	12 039,6	12 061,5	12 019,9	-0,3%	4,3%	
Dépôts à vue	2 943,2	3 266,7	3 383,0	3 449,8	3 620,6	3 707,5	3 989,5	3 869,2	3 843,9	-0,7%	6,2%	
Placements liquides ou à court terme	3 705,4	3 534,8	3 575,6	3 888,5	4 120,8	4 181,5	4 222,9	4 318,6	4 283,4	-0,8%	3,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 199,3	2 262,3	2 382,2	2 610,5	2 932,0	2 972,8	2 937,0	3 056,6	3 019,3	-1,2%	3,0%	
<i>dont livrets ordinaires</i>	818,8	875,4	922,1	1 016,9	1 052,8	1 088,7	1 028,8	1 114,0	1 067,5	-4,2%	1,4%	
<i>dont livrets A et bleus</i>	714,8	744,4	831,5	958,5	1 165,5	1 167,0	1 189,5	1 226,2	1 233,5	0,6%	5,8%	
<i>dont livrets jeunes</i>	39,3	39,0	38,7	38,0	38,1	38,0	39,0	38,0	38,0	-0,1%	-0,2%	
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122,4	114,2	104,6	100,4	94,7	94,7	91,5	86,0	85,3	-0,8%	-9,9%	
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,9	260,1	262,6	274,9	367,8	374,1	381,0	388,2	392,8	1,2%	6,8%	
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,7	224,9	222,7	221,8	213,1	210,0	207,1	204,2	202,2	-1,0%	-5,1%	
Placements indexés sur les taux de marché	1 506,1	1 272,5	1 193,3	1 278,0	1 188,7	1 208,7	1 285,9	1 262,0	1 264,0	0,2%	6,3%	
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	716,3	550,5	589,2	657,8	674,8	682,2	756,5	766,8	803,5	4,8%	19,1%	
<i>dont bons de caisse</i>	14,4	13,5	17,8	16,8	9,3	9,0	9,2	10,9	10,5	-3,4%	12,9%	
<i>dont certificats de dépôt</i>	323,2	286,9	270,2	302,8	288,0	320,7	359,9	295,4	283,3	-4,1%	-1,6%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	452,2	421,6	316,1	300,6	216,6	196,8	160,4	188,9	166,7	-11,7%	-23,0%	
Epargne à long terme	3 409,4	3 636,6	3 784,8	3 731,8	3 784,3	3 803,0	3 827,2	3 873,6	3 892,6	0,5%	2,9%	
<i>dont plans d'épargne logement</i>	746,7	756,0	759,1	756,6	763,8	769,8	785,7	792,5	796,1	0,5%	4,2%	
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,2	63,3	58,1	55,3	53,0	51,8	51,6	51,0	50,0	-2,1%	-5,7%	
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,9	9,9	7,9	9,2	10,2	10,7	9,5	10,3	10,7	3,8%	4,3%	
<i>dont actions</i>	138,2	139,1	185,8	126,0	127,2	134,6	140,9	150,7	149,4	-0,8%	17,5%	
<i>dont obligations</i>	339,9	372,6	395,0	392,6	426,4	408,2	407,9	400,1	406,5	1,6%	-4,7%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	352,2	353,1	280,9	223,0	133,6	143,1	122,8	119,5	125,2	4,8%	-6,3%	
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 754,4	1 942,6	2 098,0	2 169,1	2 270,1	2 284,7	2 308,8	2 349,5	2 354,6	0,2%	3,7%	

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : 17 septembre 2014